

**ENGAGEMENT**

**AU TITRE DE L'ARTICLE 6.13 DU CAHIER DES CHARGES**

**Nom du candidat : « Ailes Marines SAS »**

**Adresse du Candidat : 40-42 rue de la Boétie, 75008 Paris**

**NOUS SOUSSIGNÉ(E)S,**

Après avoir pris connaissance de l'article 6.13 du cahier des charges de l'appel d'offres portant sur les installations éoliennes de production d'électricité en mer en France métropolitaine et reproduit en annexe des présentes,

**NOUS NOUS ENGAGEONS** par les présentes et de manière irrévocable à nous conformer à l'ensemble des obligations énoncées audit article, tant en faveur de l'État qu'en faveur des tiers bénéficiaires.

**Signature du représentant officiel**

**Date**

30/12/2011



**Nom (en caractères d'imprimerie)**

**JONATHAN COLE**

**Titre du représentant officiel autorisé à signer**

**President**

Si le représentant officiel n'est pas le candidat ou le représentant légal de l'entreprise candidate, joindre une délégation de signature accordée par le représentant légal.

Prévoir dans la délégation de signature, d'autoriser le représentant officiel de signer non seulement le formulaire de la candidature mais également toutes les pièces, documents et autres, requises pour le projet et sur lesquels (lesquelles) la signature du représentant officiel est exigée pour les besoins de l'offre.

## ANNEXE

**Article 6.13 du cahier des charges de l'appel d'offre modifié n° 2011/s 126-208873 émis par le Gouvernement de la République française et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne des 5 juillet 2011 et 9 novembre 2011**

### *« 6.13 Sort des études en cas de renonciation du candidat retenu*

*« La notification par un candidat retenu de sa renonciation à la réalisation de l'installation faisant l'objet de son offre, dans les conditions fixées à l'article 6.12 ci-dessus, emporte de plein droit l'autorisation pour l'Etat d'utiliser les études réalisées par ce candidat retenu, dans les conditions suivantes. »*

*« Les études concernées sont l'ensemble des documents visés à l'article 6.3.1 ci-dessus, à l'exception des documents i) et k). Elles sont désignées par « les Etudes » dans la suite du cahier des charges. »*

*« Le cas échéant, lorsqu'il recourra aux dispositions de l'article 14 du décret du 4 décembre 2002 précité, l'Etat pourra mettre tout ou partie des Etudes à la disposition de l'ensemble des candidats participant à un nouvel appel d'offres. Les Etudes pourront être intégrées, en tout ou partie, au document de consultation, accessible aux candidats. »*

*« Les Etudes pourront, en tout ou partie, être utilisées, sous quelque forme que ce soit, par les candidats dans le cadre de leur réponse à l'appel d'offres, ainsi que, le cas échéant, par le candidat retenu dans le cadre de la réalisation partielle de son installation. »*

*« L'autorisation ainsi consentie implique, en tant que de besoin, cession par le candidat retenu du droit de reproduction de tout ou partie des Etudes sur tout support, notamment les supports papier ou électronique, et le droit de représentation de tout ou partie des Etudes par tout moyen, notamment par transmission en ligne. »*

*« Cette autorisation et cette cession de droit seront consenties pour le monde entier, pour une durée de cinq (5) ans à compter de la notification par le candidat retenu de sa renonciation, selon le cas, à la réalisation totale ou partielle du projet. »*

*« Cette autorisation et cette cession de droits bénéficieront à l'Etat, qui pourra librement en faire bénéficier tout candidat au futur appel d'offres et tout candidat retenu au sens du présent cahier des charges. »*

*« Le candidat retenu garantira qu'il détient l'ensemble des autorisations et droits nécessaires à l'utilisation des Etudes dans les conditions susvisées, et en particulier les autorisations et cessions de droits de la part des tiers ayant élaboré lesdites Etudes, et qu'il tient par conséquent indemne l'Etat, les candidats et le futur lauréat qui lui succédera sur tout ou partie du projet de toute réclamation ou condamnation qui pourrait être prononcée contre eux ; il reconnaîtra qu'il devra les indemniser de tous frais, charges et dépens qu'ils auraient à supporter pour les besoins de leur défense, en ce compris les honoraires de leurs conseils. »*

*« L'exploitation des Etudes par l'Etat ou les candidats au stade du futur appel d'offres ne donnera lieu à aucune rémunération au bénéfice du candidat retenu qui les a réalisées. En revanche, l'exploitation de tout ou partie des Etudes par un autre lauréat au terme du nouvel appel d'offres donnera lieu au versement d'une contrepartie financière par ce dernier. Le montant de ladite contrepartie sera mentionné dans le nouveau cahier des charges. Il sera versé directement par le nouveau lauréat au candidat retenu ayant renoncé. Le montant sera fixé par l'Etat en fonction de la valeur et de l'utilité des Etudes; l'Etat en informera le candidat retenu ayant renoncé par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR). En cas de désaccord de ce dernier retenu sur le montant de la contrepartie, il lui reviendra d'en informer l'Etat par LRAR dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter du jour où il en aura été informé. A défaut, il sera réputé avoir accepté ce montant. En cas de désaccord, le montant de la contrepartie sera fixé sur la base de l'avis d'un expert désigné soit d'un commun accord, soit, à défaut, par le président du Tribunal administratif de Paris saisi par la partie la plus diligente. Les honoraires de l'expert seront partagés par moitié entre le candidat retenu ayant renoncé et, selon le cas, l'Etat ou le nouveau lauréat. Le désaccord éventuel du candidat retenu sur la valeur retenue et sur l'expertise qui pourrait en résulter n'auront aucun effet sur l'autorisation et sur la cession de droits définitivement consentie, l'Etat pouvant ainsi faire l'usage des Etudes dans les conditions susvisées sans attendre l'issue de l'expertise. »*

*« Le candidat joindra à son offre un engagement écrit irrévocable de se conformer à l'ensemble des obligations ci-dessus énoncées, tant en faveur de l'Etat qu'en faveur des tiers bénéficiaires. »*